

Extractivisme et Résistance en Afrique du Nord

par Hamza Hamouchene



AUTEUR: Hamza Hamouchene

DESIGN: Bas Coenegracht

TRADUCTION EN FRANÇAIS: Nellie Epinat

CRÉDITS PHOTO DE LA COUVERTURE: BBOY Lee and Hamza Hamouchene

Publié par le Transnational Institute – www.tni.org
Amsterdam Octobre 2019

Le contenu du rapport peut être cité ou reproduit à des fins non commerciales, à condition que la source de l'information soit correctement citée. TNI apprécierait de recevoir une copie ou un lien du texte dans lequel ce document est utilisé ou cité. Veuillez noter que pour certaines images, le droit d'auteur peut être ailleurs et que les conditions de droit d'auteur de ces images doivent s'en tenir aux conditions de droit d'auteur de la source d'origine.
<http://www.tni.org/copyright>



Sommaire

1	Introduction	5
2	Extractivisme, accumulation primitive et impérialisme	6
3	L'économie politique de l'extractivisme dans la région du Maghreb/Afrique du Nord	8
4	Des cas d'étude sur la résistance à l'extractivisme au Maghreb	10
	Cas 1: Sud de l'Algérie : colonialisme énergétique, racisme environnemental et mouvement des chômeurs	10
	Cas 2: Les îles de Kerkennah en Tunisie : frontière du changement climatique et résistance contre l'extractivisme	11
	Cas 3: L'arrière-pays marocain et tunisien et le phosphate : Khouribga et Gafsa	13
	Cas 4: Gabes et Safi : Les jumelles du phosphate dans l'enfer de l'extractivisme	16
	Cas 5: Imider et Jemna : résistance paysanne contre la dépossession	17
5	Les nouvelles manifestations de lutte de classes et leurs limites	19
6	Conclusion/Alternatives	23

Résumé

L'extractivisme a réaffirmé le rôle des pays d'Afrique du Nord en tant qu'exportateurs de nature et fournisseurs de ressources naturelles, en consolidant leur intégration subordonnée dans l'économie capitaliste mondiale.¹ Les cas présentés ici illustrent des schémas plus larges d'accumulation primitive dans le Sud global, où l'accumulation par dépossession prend la forme brutale de l'extraction, du pillage des ressources naturelles et de la dégradation des environnements et écosystèmes par la privatisation et la marchandisation des terres et des eaux. Ceci s'accompagne d'une montée en puissance de forces de résistance et de « l'entrée en scène de

nouveaux acteurs » qui exigent le partage et la répartition équitables des richesses. Ces nouveaux acteurs sont-ils principalement environnementaux ou sont-ils fondamentalement anti-systémiques ? S'agit-il d'épisodes circonstanciels de résistance ou plutôt du développement le plus récent dans la trajectoire historique de la lutte de classes contre la dernière offensive capitaliste en Afrique du Nord ?

Mots-clés: extractivisme, Afrique du Nord, accumulation, dépossession, impérialisme.



1. Introduction

L'extractivisme comme mode d'accumulation et d'appropriation en Afrique du Nord² s'est structuré sous le colonialisme au XIXe siècle pour répondre aux demandes des centres métropolitains. Ce schéma d'accumulation et d'appropriation repose sur la marchandisation de la nature et la privatisation des ressources naturelles, lesquelles ont entraîné une grave dégradation de l'environnement. L'accumulation par dépossession a réaffirmé le rôle des pays d'Afrique du Nord en tant qu'exportateurs de nature et fournisseurs de ressources naturelles - telles que le pétrole et le gaz - et de matières premières fortement dépendantes de l'eau et de la terre, comme les produits agricoles. Ce rôle consolide l'insertion subordonnée de l'Afrique du Nord dans l'économie capitaliste mondiale, en maintenant les relations de domination impérialiste et les hiérarchies néocoloniales.³

Le caractère néocolonial de l'extractivisme nord-africain reflète la division internationale du travail et celle de la nature. Elle se manifeste dans l'extraction à grande échelle du pétrole et du gaz en Algérie et en Tunisie ; dans l'extraction du phosphate en Tunisie et au Maroc ; dans l'extraction de minerais précieux - argent, or et manganèse- au Maroc ; et dans l'agro-business à forte consommation d'eau ainsi que le tourisme au Maroc et en Tunisie. Cela joue un rôle fondamental dans la crise écologique en Afrique du Nord, qui se manifeste clairement par une dégradation aiguë de l'environnement, l'épuisement des terres et la perte de fertilité des sols, la pauvreté hydrique, la surexploitation des ressources naturelles, la pollution et les maladies, ainsi que par les effets du réchauffement planétaire tels que la désertification, les vagues de chaleur récurrentes, la sécheresse et la montée des eaux.⁴

Parallèlement à cette dynamique de dépossession des terres et des ressources, de nouvelles formes de dépendance et de domination se créent. La (re)-primarisation de l'économie (dépendance accrue à l'égard de l'exportation de produits de base) s'accompagne

souvent d'une perte de souveraineté alimentaire, car un système de rentes renforce la dépendance alimentaire en s'appuyant sur les importations alimentaires, comme c'est le cas en Algérie ; et/ou la terre, l'eau et d'autres ressources sont mobilisées de manière croissante au profit des entreprises agroalimentaires exportatrices de cultures commerciales comme en Tunisie et au Maroc. L'extractivisme s'enlise dans de graves tensions, ce qui génère protestations et résistances. Ce rapport décrit certaines de ces tensions et luttes en analysant le travail des militants de base, y compris la participation à des conférences régionales alternatives et à des « Caravanes de solidarité internationale » où des représentants d'organisations de base, de mouvements sociaux et de communautés paysannes se sont rencontrés et se sont rendus ensemble sur des sites d'injustice socio-environnementale. Ces espaces et moments de rencontre leur ont aussi permis d'élaborer des stratégies communes et de solidarité envers leurs luttes respectives.

Les travailleurs pauvres et les chômeurs ruraux d'Afrique du Nord sont les plus touchés par la crise multidimensionnelle. Composés de petits agriculteurs, d'ouvrier(e)s ruraux/rurales quasiment sans terre, de pêcheurs et de chômeurs, les mouvements qui émergent dans les cinq études de cas présentées ici résistent au pillage de leurs ressources souterraines, à la spoliation de leurs terres, à la destruction envahissante de l'environnement et à la perte de leurs moyens de subsistance. Le présent rapport pose les questions suivantes : doit-on considérer ces protestations, soulèvements et mouvements comme principalement environnementaux, ou s'agit-il de protestations fondamentalement anti-systémiques - anticapitalistes, anti-impérialistes, décoloniales et anti-hégémoniques ? S'agit-il d'épisodes circonstanciels de résistance ou s'agit-il plutôt du plus récent développement dans la trajectoire historique de la lutte de classes contre la dernière offensive capitaliste en Afrique du Nord ? L'article présente une évaluation de la nature de ces mouvements, aux prises avec multiples tensions et contradictions.

2. Extractivisme, accumulation primitive et impérialisme

L'extractivisme fait référence aux activités de surexploitation des ressources naturelles destinées en particulier à l'exportation vers les marchés mondiaux. En tant que tel, il ne se limite pas aux minéraux et au pétrole : il s'étend aux activités productives qui surexploitent la terre, l'eau et la biodiversité, comme l'agro-business, la sylviculture intensive, l'élevage industriel des poissons et le tourisme de masse.⁵ Quant à ce dernier, les terrains de golf de luxe dans les régions arides et semi-arides du Maroc prouvent la validité de la critique de Fanon sur le tourisme : cette industrie fondamentalement néocoloniale transforme les élites nationales en « organisateurs de fêtes » pour leurs collègues occidentaux au milieu d'une pauvreté écrasante.⁶ Alberto Acosta définit l'extractivisme comme « *une activité dont les coûts sociaux et environnementaux ne sont pas inclus dans les prix des produits. Ceux-ci sont externalisés et portés par une société sans droits démocratiques dans un monde entrepreneurial transnational* ». ⁷ L'économiste environnemental K. William Kapp va encore plus loin en affirmant que le capitalisme lui-même est « *une économie de coûts non payés* ». ⁸

A titre d'exemple, In Salah en Algérie est l'une des villes gazières les plus riches du continent africain, mais son infrastructure est très pauvre. Le seul hôpital de la ville est surnommé par ses habitants « l'hôpital de la mort ». L'oasis de Gabès en Tunisie a été ravagée par une usine chimique de phosphate qui pille et pollue les ressources en eau.⁹ Ces deux exemples exposent le « paradoxe de l'abondance » : pauvreté, chômage, déchets toxiques, torchères, poisons déversés et pillage des ressources abondent dans des zones riches en ressources naturelles, qui sont attribuées et exploitées dans un contexte de relations néocoloniales et impérialistes.¹⁰

L'extractivisme agricole en Afrique du Nord est particulièrement dommageable pour les ressources hydriques. Dans les régions arides comme le Sahara, l'agro-business de monoculture à forte consommation d'eau et consacrée à l'exportation, épuise les eaux souterraines précieuses et non-renouvelables. En outre, la conversion des terres agricoles destinées à la production alimentaire à celle de production



L'usine chimique de phosphate de Gabès, en Tunisie, a été construite sur les rives de l'oasis côtière au début des années 1970. La pollution de l'air et de l'eau (mer) est visible sur le cliché. Crédit photographique : Hamza Hamouchene, mars 2016.

d'énergie (agro-carburants) et de fleurs pour les cosmétiques européens (Jojoba en Tunisie), est une exportation virtuelle des ressources en eau.¹¹ Au Maroc, le plan agricole du pays pour la période 2008-2020 dénommé Plan Maroc Vert 2008 et soutenu par la Banque mondiale, vise à quintupler la valeur des cultures destinées à l'exportation en réaffectant des terres destinées à la production de céréales de base, en favorisant les investissements privés dans l'agriculture, et en supprimant les contraintes qui font obstacle aux droits privés à la propriété.¹² De même, le secteur de la pêche traditionnelle et artisanale a été confronté à une offensive de la pêche industrielle qui menace la biodiversité et les ressources halieutiques. Or, les plans néolibéraux tels que Halieutis et les accords de pêche avec l'Union européenne (UE), qui permettent aux grands bateaux européens de s'adonner à la surpêche dans les eaux marocaines aux dépens des petits pêcheurs, entérinent ce type d'offensive.¹³

L'extractivisme est largement incompatible avec la justice sociale en raison de ses conséquences sociales et environnementales désastreuses.¹⁴ Elle crée ce que Naomi Klein appelle des « zones de sacrifice », des zones ravagées de façon disproportionnée par l'extraction et la transformation, habitées par des personnes dont les corps, la santé, la terre et l'eau sont sacrifiés pour maintenir l'accumulation du capital.¹⁵ Cela va de pair avec le caractère racial du capitalisme.¹⁶ **Les cinq cas présentés ci-dessous illustrent des schémas plus larges d'accumulation primitive¹⁷ dans le Sud global, où l'accumulation par dépossession prend la forme brutale de l'extraction et du pillage des ressources naturelles, ainsi que de la dégradation des environnements et des écosystèmes par la privatisation et la marchandisation des terres et des eaux.¹⁸** Cette tendance s'est intensifiée au cours des dernières décennies, à la suite de la restructuration néolibérale de l'économie et de l'infiltration du capital transnational, y compris de type extractif.¹⁹



Photo d'une manifestation contre la fracturation hydraulique à Ouargla, en février 2015. Le garçon tient une feuille de papier sur laquelle on peut lire : « Assez de mépris, assez de marginalisation ». Crédit photographique : BBOY Lee.

« L'accumulation par dépossession » est intrinsèquement liée au rôle central de l'impérialisme et du colonialisme dans le processus du développement capitaliste. Dans les régions évoquées ici, l'agriculture capitaliste a été introduite au XIXe siècle, de même que les industries minières, comme dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie où le phosphate a été découvert en 1883 et où l'exploitation pétrolière en Algérie a débuté dès 1894. Le but de l'impérialisme est « *l'accès au pillage (des ressources extraites), à la terre et au travail, et la mobilisation du développement capitaliste de ces ressources pour un profit privé* ». ²⁰ En outre, le concept « d'accumulation par dépossession » ne peut masquer la structure centre-périphérie de l'impérialisme. ²¹ Selon la théorie de la dépendance, la domination impérialiste qui continue, la surexploitation, les relations commerciales inégales, bloquent le développement industriel dans le Sud, emprisonnant ces pays dans un état de sous-développement permanent. ²² Pour Amin, le capitalisme est intrinsèquement impérialiste

et les nations du Sud global, bien qu'officiellement indépendantes, sont des néo-colonies restées politiquement et économiquement soumises à l'emprise des anciennes puissances coloniales.

Ghassen,²³ un jeune chômeur du bassin minier de Gafsa, exprime son indignation face à cette situation

« Je pense que les colons étaient plus cléments que les Tunisiens qui nous gouvernent ».

Sofiane, un autre militant au chômage du mouvement Mafrat à Tamanrasset, en Algérie, partage ce sentiment :

« nous sommes traités comme si nous étions colonisés, sinon pire ».

Ici, le néocolonialisme interagit avec le colonialisme interne, facilité par un modèle de développement extractiviste qui spolie les populations et leur fait de surcroît subir les désastres socio-environnementaux qu'il entraîne. ²⁴

3. L'économie politique de l'extractivisme dans la région du Maghreb/Afrique du Nord

Le Maghreb joue un rôle géostratégique dans le secteur de l'extraction, du fait de la richesse de son sol et de sa proximité avec l'Europe. L'Algérie est ainsi le troisième fournisseur de gaz de l'Europe, tandis que le Maroc et la Tunisie sont des acteurs majeurs dans la production de phosphates utilisés comme engrais agricoles et nourrissant le capitalisme agraire mondial. Ces deux pays exportent en outre des quantités considérables de produits agricoles vers l'Europe. Cette importance stratégique se reflète dans les tentatives du Nord de contrôler ces ressources par des pressions politiques, militaires et économiques. En attestent les accords de « libre-échange », tels que les négociations en cours sur les Accords de libre-échange complets et approfondis (ALECA) avec la Tunisie et le Maroc. ²⁵ Cette (re)-primarisation des économies des pays du Maghreb et le renforcement de l'extractivisme sont caractéristiques de l'économie politique du développement dans la région et dans les périphéries en général. ²⁶

Trois décennies de réformes néolibérales et de programmes d'ajustements structurels ont forcé le transfert des ressources publiques au secteur privé par la dépossession des populations rurales et marginalisées, facilitée par les classes dirigeantes *compradores* dans l'État périphérique. L'incursion du capital transnational dans les industries extractives du Maghreb est indéniable. Les multinationales sont présentes et fortement impliquées dans les trois pays (Algérie, Maroc et Tunisie), avec quelques différences entre elles. Alors que les multinationales ont une présence importante dans le secteur algérien des hydrocarbures, la compagnie nationale de pétrole et de gaz naturel, Sonatrach reste majoritaire, détenant environ 80% de la production totale des hydrocarbures. Le secteur a connu une libéralisation progressive depuis les années 1990, à l'heure d'une guerre contre les civils, qui a facilité la signature de contrats lucratifs avec des entreprises comme BP et Total pendant trente ans. ²⁷ La re-primatisation de l'économie algérienne a débuté dans les années

1980, les hydrocarbures représentant actuellement environ 97 % des exportations et plus de 60 % du PIB. Sonatrach détient légalement une participation majoritaire dans tous les projets pétroliers et gaziers en Algérie. Cependant, plusieurs tentatives ont été faites au cours des deux dernières décennies pour ouvrir et libéraliser davantage le secteur des hydrocarbures en s'attaquant à la règle des 51-49% de propriété qui représente le minimum absolu du nationalisme sur les ressources.²⁸

Par contre, en Tunisie, les entreprises transnationales peuvent détenir jusqu'à 100% des concessions pétrolières et gazières. Shell, le plus grand producteur gazier du pays (après avoir racheté British Gas en 2016), fournissant environ 60% de la production nationale de gaz par l'exploitation des sites de Miskar et d'Hasrubal, détient *la totalité des parts* du gisement de gaz de Miskar, le plus productif du pays, et revend le gaz à la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG) au prix du marché international et en devise forte.²⁹

Toutefois, contrairement à ce qui se passe en Amérique du Sud, le capital extractif transnational joue un rôle marginal (voire nul) dans le secteur minier, où le capital national (privé et public) prédomine. Parmi les principaux acteurs figurent : deux sociétés publiques contrôlant le secteur des phosphates en Tunisie (CPG) et au Maroc (OCP), et Managem (filiale de la holding de la famille royale marocaine SNI qui monopolise le secteur minier au Maroc). Le capital marocain (y compris le capital extractif) s'est étendu au-delà des frontières nationales vers d'autres marchés africains. Ce processus d'internationalisation est passé par un processus de concentration et de centralisation de la richesse entre les mains des grands groupes capitalistes, à la suite de la restructuration néolibérale dictée par la Banque mondiale et le FMI après la crise de la dette dans les années 1980.³⁰ Managem développe des projets miniers au Soudan, au Gabon, en Éthiopie, en République démocratique du Congo (RDC) et au Burkina Faso. En RDC, elle a conclu un partenariat avec le groupe chinois Wanbao Mining pour l'exploitation de Kalukundi, une importante concession de cuivre. De même, le géant marocain du phosphate OCP est en train de conquérir le continent africain en ouvrant 14 filiales.³¹ Dans le secteur agro-industriel, certains groupes industriels tels que l'algérien Cevital et le marocain Sefrioui participent à des expropriations de terres dans d'autres pays africains.³²

Les pays d'Afrique du Nord n'ont pas été à l'avant-garde de la résistance contre le fondamentalisme du libre marché comme l'ont été, par exemple, le Vénézuéla, la Bolivie et l'Équateur.³³ Ces trois derniers pays représentent une forme plus étatiste d'« extractivisme progressiste »³⁴, également compris comme du développementalisme post-néolibéral.³⁵ Cependant, aucun de ces régimes n'a pu échapper au piège du « nouvel extractivisme », qui consiste à dépendre sérieusement des investissements directs à l'étranger (IDE), à faire entrer les capitaux étrangers et à traiter avec les agents du capital extractif. L'Algérie peut être considérée comme un précurseur à cet égard puisque son projet de développement progressiste et inclusif dans les années 70 était fortement dépendant des exportations d'hydrocarbures, ce qui a facilité son démantèlement et a mis un terme à son projet de déconnexion du système capitaliste-impérialiste lorsque les prix pétroliers se sont effondrés. À l'ère de l'hégémonie néolibérale qui a suivi, cela a ouvert la voie à une forme prédatrice d'extractivisme où diverses fractions *compradores* de la classe dirigeante ont commencé à se disputer les rentes du pétrole et du gaz, accroissant ainsi les niveaux d'exploitation, de destruction sociale et de dégradation environnementale.³⁶

Les États d'Afrique du Nord facilitent l'entrée et le fonctionnement du capital extractif transnational en adoptant des lois favorables aux industries extractives. Ils construisent des économies extractivistes néolibérales qui dépendent de l'exportation de matières premières, y compris de produits agricoles, au profit du capital privé. Ces trois pays ont ouvert la voie à la fracturation hydraulique (fracking) et au forage en mer et offrent des avantages substantiels aux investisseurs privés. Cependant, si la Tunisie et le Maroc, plus proches des cas mexicain et colombien, avec une intégration relativement avancée dans l'économie mondiale, sont strictement néolibéraux dans leur approche du capital extractif et du développement national, il existe encore une ambiguïté sur le cas algérien, que l'on peut mieux décrire comme du « néolibéralisme avec intervention étatique » au service du capital, pour reprendre les mots de Jan Lust sur le Pérou.³⁷ En Algérie, l'Etat est enclin à servir les intérêts du capital extractif transnational par le biais de plusieurs concessions faites à des multinationales ; en même temps, il entreprend des dépenses publiques importantes dans les infrastructures et l'agriculture, cependant dans un cadre de corruption endémique.

4. Des cas d'étude sur la résistance à l'extractivisme au Maghreb

Cas 1

Sud de l'Algérie : colonialisme énergétique, racisme environnemental et mouvement des chômeurs

Les soulèvements et les mouvements sociaux dont ont été témoins les régions sahariennes du sud de l'Algérie au cours des six dernières années sont en quelque sorte une insurrection des victimes du capitalisme fossile, à l'ère de la dépendance aux combustibles fossiles, sous l'impératif de l'accumulation capitaliste.³⁸ Les résistances montrent que les communautés dépossédées ne souffrent pas passivement de l'extractivisme et sa logique d'aggravation du sous-développement et d'accumulation du capital. Alors que la richesse de l'Algérie provient principalement du pétrole et du gaz des régions sahariennes, celles-ci restent les plus pauvres du pays et souffrent depuis des décennies de sous-développement. Les élites dirigeantes affichent une attitude corrompue et rentière à l'égard du Sud, perpétuant le modèle de développement inégal selon lequel le Nord algérien est relativement « développé » au détriment du Sud périphérique et de ses habitants.³⁹ Les

Algériens du Sud n'acceptent pas un tel état de fait, qu'ils perçoivent comme une forme de racisme, mêlé au mépris du mode de vie rural prédominant dans leur habitat.

Salah, l'un des leaders communautaires du soulèvement contre la fracturation hydraulique (gaz de schiste) à In Salah en 2015, déclarait :

« Vous voyez la situation désastreuse de notre ville et de ses infrastructures, et maintenant ils ont l'audace de venir polluer notre eau. Ils veulent nous sacrifier et je le dis : c'est de la discrimination et du racisme et nous ne resterons pas silencieux face à cette injustice ».

Fethi, un jeune militant de la même ville, partage ce sentiment :

« Les décideurs et la population du Nord de l'Algérie en général pensent que nous sommes naïfs et que nous sommes incapables de comprendre ce qui se passe. Notre mouvement citoyen leur a prouvé qu'ils avaient tort. »



Protestation contre la fracturation hydraulique à In Salah, en février 2015. Crédit photographique : BBOY Lee.

Le « mouvement des chômeurs » - sous la direction de la Coordination nationale de défense des droits des chômeurs (CNDDC) -, un réseau informel de milliers de jeunes chômeurs de tout le pays, en particulier du Sud – s’est fait remarqué en 2013 à Ouargla, à 85 km de Hassi Messaoud, un des riches pôles pétroliers du pays et la première ville énergétique en Algérie.⁴⁰ Le mouvement a réussi à mobiliser des dizaines de milliers de personnes lors de manifestations importantes, notamment la grande manifestation du 13 mars 2013, suivie de dix-sept autres manifestations entre février 2014 et mars 2015, toutes relayées par la presse.⁴¹ Les manifestants réclamaient des emplois décents et protestaient contre l’exclusion économique, l’injustice sociale, le sous-développement de leur région et, en 2015, contre l’exploitation du gaz de schiste.

Karim, l’un des leaders du mouvement à Ouargla, posait l’une des questions centrales en ces termes :

« Pourquoi ne sommes-nous pas les bénéficiaires de la richesse pétrolière qui est sous nos pieds ? »

Alors que les autorités de l’Etat ont réagi en tentant d’écraser, de discréditer et de coopter le mouvement, celui-ci est parvenu à apporter une dimension anti-impérialiste au soulèvement anti-fracking commencé en janvier 2015.

Amine, un autre leader du mouvement des chômeurs exprimait sa consternation en apprenant que certaines entreprises françaises (dont Total et GDF Suez) pouvaient utiliser des techniques de fracturation en Algérie interdites en France :

« C’est une autre forme de colonialisme et cela me met en colère de voir nos décideurs emprunter cette voie ».

Déplacer les coûts d’une industrie aussi destructrice du Nord vers le Sud est une stratégie du capital impérialiste liée aux hiérarchies raciales et de classe, où le racisme environnemental est intrinsèquement lié au colonialisme énergétique.

Début 2018, le PDG de la société nationale algérienne d’énergie Sonatrach a annoncé que les grands groupes pétroliers Anadarko, Total, ENI et Statoil avaient déclaré vouloir aider l’Algérie à démarrer des forages offshore et, le 30 octobre 2018, Sonatrach signait le premier contrat avec British BP et Norwegian Equinor

(anciennement Statoil) pour exploiter « les hydrocarbures non conventionnels », dont le gaz de schiste et le schiste bitumeux.⁴² Le régime algérien perpétue une fois de plus la dépendance de l’Algérie à l’égard des hydrocarbures, exposant dangereusement l’économie à la hausse et à la baisse cyclique des prix du pétrole et du gaz. Ce passage à une forme d’extractivisme plus destructeur s’explique, d’une part, par la volonté de maintenir les flux de devises étrangères dans les coffres nationaux afin de faire face aux déficits de revenus dus à la baisse des prix du pétrole et, d’autre part, par les tentatives agressives de l’UE de s’approprier une plus grande part du gaz algérien. En outre, la solution technologique, c’est-à-dire l’utilisation de technologies plus destructrices - comme la fracturation hydraulique et le forage en mer - pour extraire les ressources naturelles en Algérie est une tentative d’élargir les frontières de l’accumulation primitive sous l’angle du capital extractif transnational, qui se manifeste comme « une érosion qualitative des conditions du bien-être humain, sans parler du bien-être extra-humain ».⁴³

Cas 2

Les îles de Kerkennah en Tunisie : frontière du changement climatique et résistance contre l’extractivisme

Les îles de Kerkennah se situent au large de la côte est de la Tunisie, dans le golfe de Gabès. Compte tenu de l’aridité des îles, la pêche y est l’une des principales activités économiques. Mais Kerkennah est également connue pour les activités des multinationales du pétrole et du gaz comme Petrofac qui y opèrent. L’archipel de Kerkennah est doublement déshérité et doublement menacé, d’une part par les effets perturbateurs du réchauffement climatique,⁴⁴ d’autre part, par les activités extractives des compagnies pétrolières et gazières, qui cherchent à réaliser des profits maximaux au détriment du développement et de l’écosystème de l’archipel.

En mars 2016, un conflit socio-écologique a éclaté entre les pêcheurs et la compagnie pétrolière Thyna Petroleum Services (TPS). Les pêcheurs protestaient contre un énorme déversement de pétrole et attribuaient la fuite à un pipeline sous-marin. Les pêcheurs étaient furieux non seulement parce que cette catastrophe a décimé les populations de poissons, menaçant à la fois la biodiversité marine et leurs moyens de subsistance, mais aussi parce que TPS tentait de sous-estimer l’impact du déversement et même de le couvrir.



Fuite de pétrole sur la plage de Sidi Fraj à Kerkennah, mars 2016. Crédit photographique : soseau.net

Hassan, un pêcheur, déclarait :

« Ce n'est pas la première fois que cela se produit. Les compagnies pétrolières ont pollué notre mer à plusieurs reprises ».

Chafik, un autre pêcheur en colère, ajoutait :

« TPS doit prendre ses responsabilités pour le déversement et les dommages environnementaux qu'elle a causés. Nos autorités doivent l'obliger à rendre des comptes ».

Le Ministre tunisien de l'environnement fut dépêché sur l'île pour rassurer la population et annoncer qu'une enquête serait menée et que des mesures seraient prises pour nettoyer le déversement. Cependant, sa visite semblait moins axée sur le règlement des griefs des pêcheurs que sur la protection des intérêts de l'industrie pétrolière en aidant à prévenir l'escalade et la radicalisation des protestations, d'autant qu'une autre société pétrolière et gazière commençait à être la cible de critiques acerbes.

Dix ans après son acquisition de la concession gazière Chergui à Kerkennah par le biais d'un accord corrompu, et cinq ans après la révolution tunisienne, la compagnie pétrolière et gazière britannique Petrofac a été confrontée à un mécontentement croissant sur l'île en 2016. Au cours des deux premières semaines d'avril, Kerkennah a connu

une violente répression des manifestations par la police.⁴⁵

Les protestations et la répression qui les a suivies sont venues après que la police a violemment démantelé un sit-in pacifique de deux mois organisé par les diplômés chômeurs de Kerkennah, représentés par l'Union des diplômés chômeurs (UDC) devant l'usine à gaz de Petrofac, interrompant temporairement sa production.

Soumaya, l'une des diplômées au chômage présentes sur le site en mars 2016 déclarait :

« Je suis hautement qualifiée mais j'ai été obligée de travailler comme secrétaire dans une administration publique. Ces emplois inappropriés ainsi que des centaines d'autres ont été rendus possibles grâce au fonds de développement auquel Petrofac contribuait. Maintenant qu'elle a décidé d'arrêter les paiements, je suis sans emploi, comme tant d'autres. C'est vraiment inacceptable et humiliant ».

Il faut comprendre le ressentiment et la colère en les situant dans un contexte d'intense mécontentement face aux offensives néolibérales et néocoloniales contre la souveraineté du pays, et de désespoir face aux promesses non tenues de la révolution tunisienne.⁴⁶ Cela est particulièrement palpable dans les régions de l'arrière-pays tunisien, marquées par le sous-développement.⁴⁷

Cas 3

L'arrière-pays marocain et tunisien et le phosphate : Khouribga et Gafsa

La Tunisie et le Maroc comptent parmi les plus grands producteurs mondiaux de phosphate. En 2017, le Maroc (y compris le Sahara Occidental) était le troisième producteur mondial de phosphates,⁴⁸ ses réserves représentant plus de 70 % de l'approvisionnement mondial. La société publique l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) détient le monopole dans le secteur au Maroc.

Khouribga est la plus grande mine de phosphate du Maroc et, bien que le phosphate y ait été découvert en 1923 par les Français,⁴⁹ la ville n'est pas un centre riche. Elle se divise en deux parties bien distinctes : les quartiers aisés où vivent des ingénieurs et la population nantie, composés de villas et de bâtiments coloniaux qui appartenaient autrefois aux Européens ; un quartier ouvrier, construit sur un terrain vallonné par l'accumulation de déchets de phosphate.

Khouribga est connu pour les agressions répétées contre les syndicats et la multiplication des entreprises sous-traitantes, symptomatiques de l'exploitation brutale, de la précarisation et de la flexibilisation du travail au Maroc.⁵⁰

Amina, une militante locale affirme :

« Non seulement les travailleurs sont exploités et leurs conditions de travail deviennent très précaires, mais nous voyons aussi les jeunes de Khouribga risquer leur vie pour atteindre l'Europe. »

Le paradoxe de l'accumulation et de la dépossession est encore renforcé par le phénomène de la *harga* (migration sans papiers) vers les pays européens, principalement en Italie. La résistance à cette réalité se présente sous différentes formes : des enfants d'anciens mineurs qui demandent à être engagés par l'OCP, protestations contre les sous-traitants qui imposent des conditions de travail des plus précaires afin de maximiser leurs profits, etc.⁵¹

Quant à la Tunisie, le phosphate a été découvert à Gafsa par les colons français en 1883. Son exploitation quelques années plus tard, le développement des villes industrielles (Redeyf, Oum Laarayas, Metlaoui et Mdhilla) et la transformation radicale des moyens d'existence de la population, contrainte d'abandonner l'agriculture de subsistance et le nomadisme pour un travail salarié, ont constitué un acte d'accumulation primitive.⁵² Depuis l'époque coloniale, Sfax-Gafsa a été le principal axe d'exploitation du phosphate dans le pays, avec



Cliché pris à Khouribga en janvier 2016. Des collines de déchets phosphatés sont visibles à l'arrière-plan.
Crédit photographique : Hamza Hamouchene.



Visite de la laverie du phosphate extrait à Redeyef, en avril 2017. L'endroit se trouve à proximité immédiate du centre-ville et donc de zones habitées. C'est le cas depuis l'époque coloniale. Crédit photographique : Nada Trigui.

Gafsa comme zone de production et Sfax comme port d'embarquement pour l'Europe. Les quelques années qui ont précédé l'indépendance ont vu la naissance de l'industrie chimique des phosphates avec la création de la première usine du Groupe Chimique Tunisien (GCT) à Sfax. Une autre verra le jour à Gabès en 1972.

Les communautés de ces régions souffrent du modèle de développement extractiviste qui ne se régénère que par le pillage des ressources, la paupérisation et la dégradation de l'environnement, en particulier après la reconversion des mines souterraines en mines à ciel ouvert à la fin des années 1990.⁵³ Les résidents locaux sont touchés de façon disproportionnée par les tremblements de terre causés par les explosions des roches à la dynamite. La question la plus cruciale est cependant celle de l'accaparement des ressources en eau car Gafsa est une région semi-aride où l'approvisionnement en eau est souvent coupé pendant des semaines, en particulier en été, ce qui oblige les habitants à acheter des citernes d'eau. La Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG) draine plus des trois quarts de la capacité exploitée de 565 litres par seconde de la

nappe phréatique d'Oum Laarayes-Redeyef pour procéder à la lixiviation et séparer les minéraux de la substance.⁵⁴ Ensuite, l'eau non traitée est déversée directement dans les exploitations agricoles, ce qui entraîne la pollution, la contamination des réservoirs d'eau et la dégradation de la fertilité des sols⁵⁵ dans une région pourtant dotée d'un potentiel agricole adéquat.⁵⁶

Ce secteur extractif orienté vers l'exportation ne crée ni richesse ni emploi pour les résidents locaux. En 2008, des chômeurs ont protesté contre les pratiques d'embauche corrompues dans les mines. La police a encerclé les communautés protestataires dans une occupation semblable à un siège qui a duré six mois.⁵⁷ Les événements, violemment réprimés par le régime de Ben Ali, sont considérés comme la première étincelle ayant mené à la révolution de 2011.⁵⁸ Depuis le soulèvement de 2011, plusieurs usines et mines de la région ont été occupées à plusieurs reprises par des jeunes chômeurs, interrompant la production. En mars 2016, la production dans les villes minières d'Oum Laarayes et de Redeyef a été suspendue totalement⁵⁹ par une occupation de plus de six mois par des jeunes manifestants qui y ont dressé un campement.

Brahim, l'un des jeunes manifestants déclarait :

« Nous voulons des emplois mais ils ne nous écoutent pas. Nous sommes dans cette situation depuis des mois et nous sommes déterminés à nous faire entendre ».

Tewfik, le responsable de l'Association Bassin Minier pour l'Investissement et le Développement à Oum Laarayes, s'adressait aux personnes et organisations participant à la Caravane de solidarité internationale présente dans leur ville en avril 2017 :

« Nous réalisons aujourd'hui, six ou sept ans après la révolution, que la tourmente sociale se poursuit comme si rien n'avait changé depuis 2008, comme si la question dans le bassin minier... était essentiellement un train de phosphate partant et revenant sans développement. Aujourd'hui, la CPG pollue l'environnement sans aucun respect pour les gens. L'entreprise doit reconsidérer sa responsabilité en matière de développement et de pollution ».

Pour apaiser la jeunesse rebelle locale, les gouvernements successifs de la Tunisie ont embauché des milliers de chômeurs, pensant ainsi acheter leur loyauté par le

recrutement dans le secteur public, comme le faisait le régime de Ben Ali. Cela mène souvent à la création d'emplois fictifs, comme cela a été le cas de certaines « entreprises environnementales » qui ont embauché des milliers de jeunes chômeurs sans même leur fournir de travail.⁶⁰ De même, le conglomérat minier CPG contrôlé par l'État a embauché quelque 8,000 nouveaux employés, malgré une baisse de ses bénéfices au cours des sept dernières années. En février 2018, 13,500 employés de la CPG touchaient un salaire sans travailler.⁶¹

Toutes les protestations mentionnées plus haut ont eu un impact significatif sur la production. En 2010, la Tunisie était le 5ème exportateur mondial de phosphates ; en 2017, ses exportations étaient réduites de moitié, la plaçant au 11ème rang, du fait des arrêts récurrents de la production.⁶²

Comme l'a souligné Ben Khelifa lors de l'analyse d'un autre soulèvement de jeunes chômeurs dans la région pétrolière de Tataouine, dans le sud de la Tunisie, entre avril et juin 2017, **ces manifestations s'avèrent plus efficaces lorsqu'elles visent le capital et les sources de richesse, qu'il s'agisse de la terre ou des ressources naturelles.**⁶³ Les jeunes chômeurs de Tataouine l'ont fait en paralysant la production pétrolière, ce à quoi l'Etat a



Déchets industriels de l'usine de phosphate de Safi jetés directement dans l'océan, décimant les poissons et la vie marine. A l'arrière-plan, on peut voir la centrale thermique au charbon nouvellement construite. Cliché pris en janvier 2016. Crédit photographique : Hamza Hamouchene.



Une plage à Gabès où pêchent les locaux, malgré les activités de l'usine voisine, aux conséquences désastreuses sur le rendement de la pêche et sur la biodiversité. Crédit photographique : Hamza Hamouchene.

réagi par une violente répression avant de régler le conflit en distribuant des centaines d'emplois. En mai 2017, le président tunisien Essebsi a annoncé qu'il ne tolérerait plus de blocus dans les centres économiques et ferait désormais intervenir l'armée. En novembre 2017, les sites de production stratégiques étaient déclarés zones militaires, permettant aux militaires de les protéger des mouvements sociaux et autres perturbations par l'usage de la force.⁶⁴ L'intervention de l'État était nécessaire pour maintenir un accès sans entrave aux ressources dont les marchés mondiaux ont besoin.

Cas 4

Gabès et Safi : Les jumelles du phosphate dans l'enfer de l'extractivisme

Fut un temps où Gabès, la seule oasis côtière de la Méditerranée, était surnommée « paradis sur terre » de par sa beauté naturelle exceptionnelle.⁶⁵ En 1972, un complexe industriel chimique s'est construit sur ses rives pour traiter le phosphate du bassin minier de Gafsa. Depuis lors, la pollution toxique de l'usine, qui a pillé les réserves d'eau, a décimé la flore comme la faune. Toutes

les couches du tissu social de la communauté s'en sont trouvées affectées, en particulier les plus pauvres. Lors de la visite de la Caravane de solidarité internationale à Gabès, les pêcheurs interrogés ont confirmé que leurs prises avaient considérablement diminué ces dernières années et que la biodiversité avait été gravement affectée par les déchets que l'usine rejette directement dans la mer.

Daoud, un activiste local de SOS Gabès déclarait :

« Aujourd'hui, les familles vivent du revenu de deux ou trois cageots de poisson, en fait de petits poissons : autant dire rien ! »

Ahmed, un agriculteur de Chenini, en périphérie de Gabès, ajoutait :

« Il y a de la destruction à Gabès, pas du développement... Nous avons environ 30 sources d'eau à Chenini jusqu'ici. Celles-ci couvraient toute l'oasis, mais après que la compagnie a creusé des puits profonds, les sources se sont tarées ».

Safi, au Maroc, abrite une usine de phosphate et une cimenterie, ainsi qu'une centrale électrique alimentée

au charbon en construction sur ses rives. L'usine de phosphate de l'OCP n'est située qu'à sept kilomètres du centre-ville de Safi, dans une zone industrielle qui comprend une partie des vestiges de l'industrie de la conserve du poisson, anéantie par la pollution massive de l'usine et la chute vertigineuse des ressources halieutiques.⁶⁶ La pollution a également eu des conséquences néfastes sur la santé des travailleurs et des autres habitants. La ville est connue pour la fréquence élevée des maladies respiratoires, la fragilité des os et le jaunissement des dents de ses habitants.⁶⁷

Malgré sa position de ville industrielle, Safi connaît des taux de chômage, de pauvreté et de marginalisation très élevés.⁶⁸ Idris, de Douar Bourate, un village situé à moins d'un kilomètre de l'usine chimique, raconte comment cette petite communauté rurale, autrefois prospère, a vu nombre de ses habitants partir, forcés de trouver d'autres moyens de subsistance, « *l'agriculture et le pâturage traditionnels étant trop durement affectés par la pollution* ».

Outre les conflits liés au travail et les luttes qui ont éclaté au complexe de phosphate OCP au fil des ans, des groupes de résidents locaux se sont mobilisés contre un projet de centrale thermique alimentée au charbon. La dernière protestation a eu lieu en 2014, sans parvenir à stopper la mise en œuvre du projet.⁶⁹ En octobre-novembre 2016, Safi a accueilli une conférence internationale alternative contre les pourparlers sur le climat (COP22), qui a réuni des militants anticapitalistes et anti-impérialistes du Maghreb et au-delà. Pour le mouvement militant, cette conférence a permis de clarifier et de consolider des idées et des projets pour continuer à travailler au niveau régional contre l'extractivisme et le néocolonialisme.⁷⁰

Cas 5

Imider et Jemna : résistance paysanne contre la dépossession

La lutte des communautés agro-pastorales amazighes d'Imider contre la plus grande mine d'argent d'Afrique fait figure de lutte emblématique contre l'extractivisme au Maroc et dans le Maghreb en général. Sur leurs terres se trouve la mine Imider, exploitée par la Société Métallurgique d'Imider (SMI) et appartenant à la Société Nationale d'Investissement (SNI), une société de holding privée appartenant à la famille royale marocaine. C'est la mine d'argent la plus productive d'Afrique, ce qui a placé le Maroc parmi les 20 premiers producteurs d'argent au monde en 2017.⁷¹

Non seulement la compagnie minière n'a pas créé d'emploi pour la jeunesse locale, mais elle est également accusée de polluer l'environnement, de tarir les sources d'eau en creusant des puits sur les terres des communautés et d'avoir ainsi un impact dévastateur sur l'agriculture locale. Elle a déjà gravement endommagé le système de *khettara* d'Imider, un réseau de canaux souterrains traditionnels qui approvisionne en eau les agriculteurs de la région désertique depuis le XIV^e siècle.⁷² L'environnement d'Imider est en train d'être détruit, et la santé et les moyens de subsistance de sa population rurale pauvre sacrifiés pour produire des bijoux et des articles électriques destinés aux plus fortunés.

Depuis près de trois décennies, les paysans et éleveurs quasiment sans terre, les jeunes chômeurs et les travailleurs migrants d'Imider se sont engagés dans divers types de protestation contre la mine : marches, sit-in devant la mine et occupations de cette dernière. L'État réagit par la répression, la violence et l'emprisonnement des militants.⁷³ Depuis 2011, certains jeunes - principalement des étudiants, des chômeurs ou des travailleurs ruraux semi-prolétariés - ont organisé un camp de protestation sur le Mont Alebban dans ce que l'on croit être la plus longue manifestation du pays.⁷⁴ Les manifestants exigent que cesse le pillage des ressources en eau et exhortent depuis lors l'entreprise et les autorités à agir en faveur du développement local et de l'emploi, qui ont jusqu'à présent bénéficié principalement à des acteurs extérieurs.

L'association communautaire qu'ils ont créée, le *Mouvement sur la voie 96 Imider*, a réussi à maintenir en partie sa résistance en s'associant à des mouvements internationaux et en participant aux pourparlers internationaux sur le climat à Marrakech (COP22) pour faire connaître leur combat.⁷⁵ Cependant, cette dynamique de résistance se trouve actuellement dans une impasse, de par un manque de clarté dans sa vision et dans ses exigences. La mine continue ses opérations - protégée par les autorités -, indifférente au camp de protestation d'Alebban tandis que tout rapprochement positif entre manifestants et travailleurs semble pour le moins incertain. De plus, le mouvement manque d'homogénéité et souffre de certaines tendances culturalistes qui se plaisent à présenter la lutte comme essentiellement identitaire,

ajoutant à la complexité de la situation et créant de nouvelles lignes de division qui empêchent une solidarité effective.

La situation n'est pas beaucoup mieux dans l'oasis de Jemna, dans le sud de la Tunisie, une région réputée pour la qualité exceptionnelle de ses dattes. Au cours des dernières années, elle a connu une lutte importante et édifiante autour du droit à la terre ancestrale. **En occupant et en travaillant les terres qui leur avaient été confisquées depuis longtemps, les militants locaux ont vécu une expérience d'autogestion et de volontariat qui a mis l'accent sur le caractère central du droit d'accès à la terre et aux autres ressources naturelles en période de révolution.**⁷⁶ Les paysans de Jemna ont été chassés de leurs terres par les colons français en 1912. Leur statut de paysans sans terre s'est perpétué au cours de la période postcoloniale, l'élite dirigeante ayant nationalisé la terre au lieu de la rendre à ses propriétaires originaux et historiquement légitimes. La libéralisation du secteur agricole d'une part, la corruption et le clientélisme généralisés de l'économie tunisienne d'autre part, ont conduit l'entreprise publique qui gérât l'oasis de Jemna à la faillite en 2002. Cela a permis à deux investisseurs privés de l'exploiter et de réaliser des profits extravagants tout en payant un loyer dérisoire à l'État.

Il a fallu une révolution et un soulèvement populaire pour renverser cette situation. La révolution tunisienne de 2010-2011 a enhardi le peuple de Jemna et a conduit son « Comité révolutionnaire » à récupérer les terres confisquées et à expulser les deux profiteurs deux jours seulement avant que Ben Ali ne quitte le pays, le 14 janvier 2011. Plus remarquable encore, le peuple a ensuite pris le contrôle de ses moyens de subsistance et autogéré collectivement ses terres et ses ressources dans l'intérêt de la communauté. Une organisation communautaire, l'Association pour la protection des oasis de Jemna (APJO), a été créée pour se charger de la gestion agricole, de l'investissement des revenus et de l'exécution des projets de développement dans la communauté au sens large. La production a doublé entre 2011 et 2014 et l'oasis emploie actuellement quelque deux cents travailleurs, contre vingt avant 2011.

Taher Etahri, président de l'APJO a déclaré :

« L'expérience est riche d'enseignements. Nous ne sommes plus sous la tutelle de l'État, nous agissons pour le bien public. Tout le monde lève les yeux vers Jemna, ce qui nous rend plus forts et plus solidaires les uns des autres ».



Des femmes amazighes d'Imider protestent contre la mine d'argent qui épuise leurs réserves d'eau depuis des décennies et qui a dévasté leur communauté agricole. Crédit photographique : Nadir Bouhmouch.



L'époque coloniale marque l'accaparement des terres de l'oasis de Jemna, dans le sud de la Tunisie. Après la révolution de 2011, une lutte communautaire exemplaire s'est engagée pour récupérer la terre et la travailler collectivement. Cliché pris lors du passage de la Caravane de solidarité internationale dans le sud de la Tunisie en avril 2017. Crédit photographique : Nadir Bouhmouch.

Cette expérience de solidarité sociale est perçue comme une menace pour les intérêts de classe de l'élite, qui rejette la redistribution des terres et la réorganisation collectiviste de la production. Plusieurs manœuvres ont tenté de saboter l'expérience (comme le gel du compte bancaire de l'APJO, par exemple) et de discréditer ses dirigeants.⁷⁷ Des négociations sont actuellement en cours avec le gouvernement pour faire pression en faveur d'une gestion coopérative des terres et de la production. Plus importante que

ces menaces extérieures, l'expérience de Jemna est confrontée à un défi de taille : les tensions croissantes entre les travailleurs agricoles et l'association APJO, qui s'est jusqu'à présent montrée réticente à les impliquer activement dans ses opérations et ses décisions. Si les personnes qui travaillent directement la terre n'ont pas de place au cœur du processus, l'expérience tout entière risque de se déliter et de s'exposer plus encore à des tentatives opportunistes pour la miner et l'anéantir.

5. Les nouvelles manifestations de lutte de classes et leurs limites

Les données primaires présentées dans ce rapport montrent que les stratégies d'accumulation entraînent des résistances et des contradictions entre les intérêts du capital et ceux des communautés, des paysans, des pêcheurs, des travailleurs et des personnes sans emploi. Au cours de la dernière décennie, des mobilisations sociales relativement nouvelles se sont développées autour de l'extraction des ressources, liées au mouvement mondial pour la justice environnementale. Les cinq

cas exposés représentent l'environnementalisme des pauvres qui « *résulte de conflits de répartition relatifs à l'utilisation des ressources écologiques nécessaires à la subsistance* ».⁷⁸ Cet environnementalisme n'est pas tant une question de conservation d'espèces exotiques ou d'une nature vierge mais plutôt une quête de justice environnementale et sociale et une lutte contre l'exclusion sociale, la violence et l'autoritarisme du néolibéralisme et de ses élites.

Si les cas présentés ici présentent un élément écologique fort, celui-ci est toujours secondaire par rapport aux questions plus pressantes des droits socio-économiques telles que l'emploi, le développement des infrastructures urbaines et rurales, la distribution de la richesse et la démocratisation de la prise de décision. Laabidi affirme que « *lorsque des préoccupations environnementales sont soulevées, c'est dans le but de renforcer le pouvoir de négociation avec l'entreprise et les autorités* ». ⁷⁹ Les mobilisations analysées dans ce rapport opposent les résidents locaux à des agents du capital mondial et aux États-nations dont ils sont issus. Leurs efforts peuvent être compris comme des tentatives de maintenir, même temporairement, les ressources naturelles hors du giron de l'accumulation capitaliste.

Ces mouvements sociaux anti-extractivistes (dans une certaine mesure) en Afrique du Nord ne sont pas seulement, ni principalement, des mouvements environnementaux, mais plutôt le dernier développement d'une trajectoire historique dans la lutte des classes contre l'exploitation capitaliste et la domination impérialiste. Riahi et Ben Khelifa soutiennent que nous avons besoin d'un autre langage pour décrire avec précision les contestations sociales, les conflits, les protestations et les occupations qui ont eu lieu ces six ou sept dernières années en Tunisie. Plutôt que de les décrire comme des mouvements sociaux, ils affirment que l'on devrait plutôt parler de mobilisations sociales, car elles ont tendance à être éphémères, localisées, dépourvues de structures organisationnelles solides et sans une base populaire forte ni horizon politique clair. ⁸⁰ Par exemple, les revendications radicales des jeunes chômeurs de Tataouine (Tunisie), telles que la nationalisation des compagnies pétrolières et gazières et l'affectation de 20% des revenus pétroliers et gaziers au développement local, ont été abandonnées au début des négociations avec les autorités. De même, le mouvement des chômeurs en Algérie s'est essoufflé après que le gouvernement eut proposé des emplois, y compris dans les forces de police.

On relève toutefois deux exceptions à cette tendance, de luttes d'une longévité et d'une durabilité plus notables, mais avec aussi de sérieuses limites et contradictions. Ces deux exceptions ont en commun un fort attachement à la terre : Jemna (Tunisie), en tant que population rurale sans terre, a réussi à imposer la gestion populaire et l'accès à la terre dans le cadre d'une économie sociale et solidaire ;

et Imider (Maroc), enracinée dans sa culture et sa terre tout en mobilisant la solidarité nationale et internationale, est parvenue à renforcer la volonté de ses partisans à continuer à se battre.

Omar, l'un des jeunes militants qui a passé deux ans en prison, s'exprimait en avril 2017 sur la caravane de solidarité internationale visitant Imider en novembre 2016 :

« Cette caravane a vraiment donné un nouveau souffle à notre mouvement. Avec toutes les différentes nationalités qui sont venues, les gens ont senti que leur cause était mondiale, pas seulement marocaine ».

Les mouvements dirigés par des jeunes sans emploi analysés dans ce rapport n'organisent pas leurs luttes sur une base de classe. L'objectif de leur mobilisation n'est pas la révolution ou la transformation radicale, mais l'insertion dans le système capitaliste par le travail, aussi précaire soit-elle. A cet égard, « *la lutte est défensive et non offensive* » ⁸¹ car elle rend très difficile l'accumulation du capital, tout en mendiant des miettes du gâteau ; une fois qu'ils ont obtenu ces miettes, les mouvements en général se désintègrent et disparaissent. Leurs dirigeants ont rarement une vision radicale des luttes du mouvement et ne parviennent donc pas à se lier à d'autres mouvements au niveau national ou régional, ce qui restreint leurs revendications à un contexte local. La position des chômeurs en dehors de la sphère de production fait qu'il s'avère extrêmement difficile, voire impossible, de faire progresser la lutte de classe vers une forme supérieure où les consciences politique et de classe seraient plus explicites. ⁸²

L'extraction des ressources est un secteur à forte intensité de capital qui emploie un nombre minimal de travailleurs techniquement qualifiés, une situation qui tend à s'amplifier avec l'évolution technologique. En conséquence, très peu d'emplois sont offerts aux résidents locaux qui sont généralement embauchés à court terme et à bas salaires, alors que les infrastructures et les services promis ne se concrétisent jamais. Les entreprises extractives sont ainsi en mesure de réaliser des bénéfices extrêmement élevés par le biais d'une appropriation vertigineuse des ressources et de l'externalisation des coûts. Elles obtiennent souvent leurs concessions par la coercition, les pots-de-vin et la corruption. Lorsque des résistances surgissent, elles s'appuient sur une



L'image montre des graffitis de slogans du mouvement des chômeurs : « Pas de phosphates sans emploi » ; « Rendez-moi mes droits » ; « Nous résisterons ». Crédit photographique : Nada Trigui.

pléthore de stratégies pour les neutraliser, y compris la cooptation des dirigeants des mouvements, la division des populations et l'affaiblissement des luttes par des programmes de responsabilité sociale et environnementale. À défaut, elles font pression sur les États où elles opèrent pour que ceux-ci répriment violemment les résistances, comme cela a été le cas dans plusieurs conflits mentionnés plus haut.

Exiger des emplois dans des industries qui externalisent les coûts environnementaux et sociaux, lesquels sont supportés de manière disproportionnée par les communautés vivant à proximité du site d'extraction, est une question très épineuse. Ces mouvements sont divisés autour des priorités à avoir, la création d'emplois et les questions environnementales étant des enjeux tout aussi pressants l'un que l'autre.

Ghassen, un jeune chômeur d'Oum Laarayes, expliquait à la caravane de solidarité en avril 2017 :

« Pour cette région, la blessure la plus profonde et la plus sanglante est le chômage. Après l'Intifada de 2008, qui a représenté six mois de lutte contre le régime de Ben Ali, de répression et d'os brisés, ce n'est pas le moment de parler d'environnement ».

Wassim, un militant de Redeyef, n'était pas de cet avis :

« Il y a un vrai problème et une réelle contradiction avec cette entreprise [CPG]. Il ne s'agit pas seulement d'une question sociale et économique. Il s'agit de la vie et du droit à la vie....donc la question ne devrait pas se limiter à l'emploi ».

Cette contradiction peut s'expliquer en partie par le développement d'une aristocratie ouvrière au CPG en Tunisie. Les salaires offerts par l'entreprise sont particulièrement élevés, donc très attrayants pour les jeunes chômeurs qui ne voient de surcroît aucune alternative. Cela renforce la dépendance économique et culturelle de la population à l'égard de l'entreprise et positionne ce type de développement comme le seul possible dans la région, fermant la porte à d'autres activités comme l'agriculture durable.⁸³ En outre, cette situation alimente des tensions et un ressentiment profonds entre les travailleurs et les jeunes chômeurs lorsque ces derniers arrêtent la production par des manifestations et des occupations.

En définitive, ce type de résistance est fondamentalement anti-systémique et contre-hégémonique et peut, dans certains cas et à des moments précis, être explicitement

anti-impérialiste (Mouvement des chômeurs en Algérie, mobilisation des jeunes à Tataouine dans leurs revendications initiales de nationalisation). Cependant, elle n'est pas anticapitaliste en tant que telle. En tout état de cause, ces mouvements sociaux ou mobilisations contre le statu quo, comme le soutient Riahi, « *se construisent un espace indépendant par lequel ils peuvent intervenir... et ont la capacité d'ouvrir de nouveaux espaces d'expérimentation qui pourraient aboutir à la création d'alternatives* ». ⁸⁴ **Ces mobilisations dévoilent les contradictions internes de l'extractivisme et du capitalisme, contribuant ainsi à forger la conscience de classe nécessaire pour renverser le capitalisme et construire à sa place une alternative durable.**

Dans ce contexte, les organisations non gouvernementales (ONG) ont tendance à dépolitiser leurs publics cibles et leurs partenaires de terrain - tels que les mouvements sociaux et les organisations de base - en les détournant d'une analyse de classe de leur situation et en les aidant à s'adapter aux réalités du (sous-)développement capitaliste et du pillage extractiviste. Les interactions sur le terrain avec les travailleurs des ONG ont mis en évidence que certaines ONG et coalitions rencontrées, environnementales ou non, tiennent un discours de collaboration de classe, évitant toute politique de mobilisation des forces de résistance. **Elles tentent de soigneusement canaliser les revendications et le discours des mouvements sociaux pour les rendre conciliants et qu'ils ne constituent aucune menace pour le capital et les structures politiques et économiques existantes du pouvoir.** ⁸⁵ Ceci concorde avec l'argument d'Amanor selon lequel le concept de société civile a été remodelé pour remplacer les intérêts de classe et les intérêts des plus défavorisés, les ONG se concentrant plutôt sur les droits humains civils et politiques, que sur la justice sociale et les droits économiques fondés sur la redistribution. ⁸⁶

Comme dans d'autres pays du continent africain et de la région arabe, les ONG internationales, les agences d'aide et de développement invoquent souvent la faiblesse de la « société civile » au Maghreb pour justifier leur rôle actif

dans le recrutement et la modélisation des organisations de la société civile pour représenter les pauvres et les travailleurs. ⁸⁷ Par exemple, « l'ONGisation de la résistance » ⁸⁸ s'est manifestée de manière évidente dans la période de transition en Tunisie après le soulèvement en 2010-2011. Les ONG ont pris les rênes du mouvement pour détourner les gens de la rue, éviter une escalade des revendications et une radicalisation du processus révolutionnaire qui pouvait menacer les profits des élites capitalistes transnationales ainsi que les intérêts des États impériaux. Alors que les ONG sont censées renforcer les capacités de la société civile, celles-ci contribuent plutôt à la création d'une sphère de la société civile artificielle et non indépendante qui approfondit la « *marchandisation et la privatisation du social* ». ⁸⁹

Manji & O'Coill ont fait valoir que la résistance généralisée à une myriade de programmes d'ajustement structurel (PAS) dans le Sud global a forcé les agences multilatérales et bilatérales à repenser leur approche de la promotion du développement, en particulier « *la manière de présenter les mêmes programmes économiques et sociaux néolibéraux avec un "visage plus humain"* ». Une fois reconditionné, cela a été intégré au programme de « bonne gouvernance » et les ONG et autres organisations de la société civile ont été cooptées dans ce but de contrôle social, agissant comme substituts aux programmes de protection sociale de l'État sapés par un programme d'austérité imposé de l'extérieur. C'est ainsi qu'elles ont participé activement à l'expansion et à la consolidation de l'hégémonie néolibérale. ⁹⁰ Pour James Petras, le rôle des ONG est de « *mystifier et de détourner le mécontentement [à l'égard des PAS] de toute attaque directe contre les structures de pouvoir et les profits des entreprises/banques* » vers des micro-projets et initiatives politiques locaux qui « [évitent] *une analyse de classe de l'impérialisme et de l'exploitation capitaliste* ». ⁹¹ En Afrique du Nord, la plupart des agences internationales de développement et des ONG se sont fermement ralliées à la contre-révolution et ont agi pour dépolitiser les luttes, démobiliser les mouvements sociaux, saper la résistance et détourner l'attention des relations impérialistes et néocoloniales.

6. Conclusion/Alternatives

La rupture de l'échange métabolique entre le capital et la nature, ou l'obsession d'accumuler toujours plus de capital, sape l'équilibre métabolique qui permettrait à une société de vivre de manière durable et en harmonie avec son environnement.⁹² Cette rupture menace la planète entière en tant que lieu d'habitation de l'humanité et d'autres espèces. Les cinq cas exposés montrent comment les petits paysans, les pêcheurs, les chômeurs et les ruraux des alentours des zones d'extraction d'Afrique du Nord résistent au poids écrasant et à la combinaison catastrophique du despotisme, du capitalisme néolibéral et de la crise écologique, tous empêtrés dans des relations impérialistes et néocoloniales de domination.⁹³

Alors que depuis plus de trois décennies, les gouvernements successifs du Maghreb ont misé sur un modèle de développement extractiviste néolibéral, l'extractivisme n'est pas la voie à suivre pour le développement, capitaliste ou non. Sans industrialisation de l'intérieur, il n'y aura pas de développement.⁹⁴

Le « nouvel extractivisme » défendu par les gouvernements progressistes ou post-néolibéraux en Amérique latine n'est pas non plus la solution. Ce modèle - qui n'est pas nouveau - a déjà montré ses limites et ses contradictions dans les années 70 dans des pays comme l'Algérie, qui s'est engagée dans des tentatives radicales pour se déconnecter du système impérialiste-capitaliste, s'appuyant sur ses richesses naturelles pour pousser le moteur de son modèle de développement autonome et autocentré. Aujourd'hui, nous voyons les mêmes contradictions se manifester en Amérique latine : un mélange de flux d'IDE et de subordination continue de l'économie aux chaînes mondialisées de production et de valeur ; tandis que, dans le même temps, nous voyons une réglementation plus stricte et des règles environnementales à l'égard des multinationales, c'est-à-dire une certaine dose de nationalisme en matière de ressources et de développement inclusif. Les « nouveaux gouvernements extractivistes » parviennent essentiellement à mieux gérer le capital tout en maintenant les mécanismes qui génèrent l'inégalité, la domination, l'exploitation et la paupérisation. L'argument selon lequel il ne s'agit que d'une phase de transition a été démenti par plusieurs penseurs radicaux arguant avec insistance qu'il s'agit là d'un piège. La réalité actuelle en Amérique latine, où les États progressistes n'ont pas

réussi à échapper aux contradictions du développement capitaliste ni aux pièges de l'extractivisme, confirme leur position.⁹⁵

Ce rapport fait l'état d'une recrudescence des forces de résistance en Afrique du Nord, accompagnée de « l'entrée en scène de nouveaux acteurs », qui exigent que la richesse soit partagée et distribuée équitablement.⁹⁶ Cette opposition au capital extractif est dirigée par les communautés les plus directement touchées par ses opérations destructrices, ainsi que par le « nouveau prolétariat » formé par le processus « d'accumulation par dépossession ». **Cependant, les batailles des mouvements sociaux et des communautés rurales ne seront victorieuses que si elles se transforment en une lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et si elles peuvent transcender le niveau local pour atteindre les niveaux national et international.**

C'est pourquoi il est primordial d'ouvrir de nouveaux horizons de réflexion et de repenser les cadres d'action. La construction de discours anticolonialistes et anticapitalistes permettra aux forces de résistance de commencer à poser les bonnes questions et de relier les différentes luttes (justice climatique, justice environnementale, souveraineté alimentaire, justice commerciale, lutte contre le racisme, lutte contre le patriarcat, anti-militarisme, pacifisme, lutte contre les politiques d'austérité, etc.). Toutes ces luttes s'entrecroisent et sont interdépendantes, et les problèmes auxquels elles sont confrontées ne sont que l'expression de la logique de concentration de la richesse entre les mains de quelques-uns au détriment d'une majorité spoliée. Elles représentent divers aspects de la résistance à un système qui n'a aucun respect pour les natures humaine et non-humaine. Les luttes doivent converger pour créer un espace et un horizon propices à une alternative émancipatrice. Dans cet esprit, plusieurs réseaux régionaux, tels que le nouveau Réseau nord-africain pour la souveraineté alimentaire et l'Ecole maghrébine d'éducation populaire pour la justice sociale et environnementale, ont été créés pour échanger des informations, partager des expériences, renforcer les alliances, coordonner des stratégies et formuler des demandes collectives face au phénomène de l'extractivisme.

Toute exploration du « développement alternatif » doit nécessairement porter sur l'extractivisme. L'une des directions que cela peut prendre est le post-extractivisme,

une perspective lancée par des intellectuels sud-américains engagés comme Eduardo Gudynas, Maristella Svampa, Alberto Accosta, Miriam Lang, entre autres. Le post-extractivisme peut être atteint par étapes. La forme actuelle d'« extractivisme prédateur » peut évoluer vers un « extractivisme raisonnable » sérieusement réglementé, dans lequel les normes sociales et environnementales seraient rigoureusement respectées. Cette première étape permettrait, espérons-le, de mettre un terme aux maux sociaux et environnementaux causés par les grandes entreprises extractives, de réduire considérablement la dépendance à l'égard des exportations et de permettre à l'État de plus facilement réglementer et mettre en œuvre des réformes fiscales (taxation des sociétés multinationales). La deuxième étape consisterait à s'orienter vers un extractivisme « indispensable » ou « de base » où seuls les projets extractifs nécessaires à la satisfaction des besoins nationaux et régionaux seraient réalisés.⁹⁷

La réduction du secteur des industries extractives doit s'accompagner d'une diversification de l'économie, en particulier dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services au niveau national, et d'une réorganisation au niveau régional, pour éviter un étranglement économique par le boycott des acheteurs internationaux. **A cet égard, l'intégration régionale, de manière autonome (non subordonnée à la mondialisation) est nécessaire. En Afrique du Nord, ce régionalisme autonome pourrait prendre la forme d'une fédération de ces trois pays : L'Algérie, la Tunisie et le Maroc, où la coopération économique et politique, le partage des ressources et les décisions importantes sur l'avenir du Maghreb se prennent ensemble.** Il faudrait pour cela remettre en cause les systèmes politiques des trois pays, où des élites autoritaires, corrompues et *compradores* imposent leur pouvoir et participent au pillage organisé de leurs nations. Un tel changement systémique ne peut résulter que

d'une lutte prolongée pour une démocratie participative radicale, où les dirigeants auront la volonté politique de s'engager dans un paradigme de post-extractivisme et de permettre à leur peuple de créer et d'organiser de puissants syndicats et mouvements sociaux. Ce n'est qu'ainsi que l'on renforcera la base démocratique et que l'on permettra une participation adéquate de la société dans les processus décisionnels et dans la défense d'enjeux pressants comme la souveraineté alimentaire et la souveraineté énergétique. La lutte pour la justice environnementale et climatique et pour des transitions justes vers des modèles de développement post-extractivistes sera donc fondamentalement démocratique.

Un projet aussi radical ne s'impose pas du jour au lendemain. **Insistant sur la difficile transition d'un modèle basé sur l'exportation de matières premières à un modèle qui s'écarte clairement de la logique capitaliste, René Ramírez Gallegos note que « quitter ce modèle du jour au lendemain n'est pas viable, il est donc nécessaire de tracer une feuille de route à moyen et long termes ».**⁹⁸ Il s'agira d'un processus de longue haleine, truffé de contradictions, qui devra tenir compte de la corrélation des forces qui définit le cadre des possibles.

Une vision utopique ne signifie pas une politique utopique qui sous-estimerait les relations de pouvoir et la nécessité de lutter, de négocier et même de faire des compromis. Comme l'affirme Atilion Boron, une imagination utopique « se doit d'être une des véritables utopies qui cherchent le possible mais ne sont pas victimes du possibilisme » (il n'existe pas d'alternative).⁹⁹ En fin de compte, l'expérience émancipatrice naîtra de la pratique historique des gens et, pour paraphraser Ana Esther Ceceña,¹⁰⁰ nécessitera un profond changement culturel à même de transmettre des visions non capitalistes du monde où « *Mère Nature redevient le sujet de l'histoire* ».

Remerciements

Je suis immensément reconnaissant envers Elisa Greco de Review of African Political Economy (RoAPE) qui a été un mentor et un soutien sans faille pendant la rédaction du présent rapport. Sans son aide et ses encouragements, ce travail n'aurait pas vu le jour. Je souhaite également remercier Corinna Mullin, brillante universitaire et militante, pour ses commentaires et ses paroles rassurantes. Lyda Fernanda Forero a aimablement lu l'étude et ses suggestions autour de la section des alternatives l'ont rendu plus riche et beaucoup plus nuancée. Un merci tout particulier à Assia Merabet, mon épouse bien-aimée, qui m'a soutenu dans mon travail et qui a supporté mes absences répétées lors de mes recherches de terrain qui ont constitué la base de ce projet.

Ce travail a été rendu possible grâce au financement de Lionel Cliffe Memorial Research Scholarship par Review of African Political Economy (RoAPE), Environmental Justice North Africa, War on Want et le Transnational Institute (TNI).

Notes et Références bibliographiques

- 1 Ce rapport est dédié à la mémoire de Samir Amin, un éminent chercheur-activiste qui a consacré sa vie à l'émancipation du continent africain. Il est également dédié à la mémoire de Mohamed Abdelmouleh, un ami cher et camarade tunisien qui a aidé et participé à certains des travaux de base qui ont documenté ce rapport.
- 2 "Afrique du Nord" et "Maghreb" sont utilisés de manière interchangeable dans cet article et se réfèrent à la Tunisie, l'Algérie et le Maroc.
- 3 Amin, S. (1970) *The Maghreb in the modern world*. Harmondsworth: Penguin.
- 4 El-Zein, A et al. (2014) "Health and ecological sustainability in the Arab world: a matter of survival", *The Lancet* 383(9915): 458-476. Voir aussi Hamouchene, H. et Minio-Paluello, M. (eds.) (2015) *La prochaine révolution en Afrique du Nord : la lutte pour la justice climatique*. Londres-Tunis-Paris: Platform, Environmental Justice North Africa, Rosa Luxemburg et Ritimo. Voir aussi Lelieveld, J et al. (2016) "Strongly increasing heat extremes in the Middle East and North Africa (MENA) in the 21st century", *Climatic Change* 137(1-2): 245-260.
- 5 Acosta, A. (2013) "Extractivism and neoextractivism: two sides of the same curse", in Lang, M. & Mokrani, D. (eds.) *Beyond Development: Alternative Visions from Latin America*. Quito & Amsterdam: Rosa Luxemburg Foundation & Transnational Institute. Voir aussi Veltmeyer, H et Petras, J. (2014) *The New Extractivism: A Post-Neoliberal Development Model or Imperialism of the Twenty-First Century?* London- New York: Zed Books.
- 6 Fanon, F. (1967, p123) *The Wretched of the Earth*. London: Penguin Books.
- 7 Acosta, A. (2013), cité plus haut.
- 8 Kapp, K.W. (1950, p231) *The social costs of private enterprise*. New York: Schocken Books.
- 9 Ayeb, H. (2014) "All is Well in Gabès". Documentaire. Disponible ici : <http://athimar.org/Article-76>. Voir aussi Bouhmouch, N and Hamouchene, H. 2017. "Paradises of the Earth". Web documentaire. Disponible ici : <https://vimeo.com/paradisesoftheearth>.
- 10 Bassey, N. (2012) *To Cook a Continent: Destructive Extraction and the Climate Crisis in Africa*. Dakar & Oxford: Pambazuka Press.
- 11 Allan, J.A. (2003) "Virtual water - the water, food and trade nexus: useful concept or misleading metaphor?", *Water International* 28: 4-11. Voir aussi Mestour, S. (23 octobre 2017) "Trade Liberalization and the Olive Oil Sector: The Case of Virtual Water", *Tunisian Observatory of Economy* (Observatoire Tunisien de l'Economie), Disponible ici : <https://www.economie-tunisie.org/en/observatory/trade-liberalization-and-olive-oil-sector-case-virtual-water> (consulté le 15 juillet 2019).
- 12 Akasbi, N. (2011) "Le Plan Maroc Vert : une analyse critique", *Questions d'économie marocaine*. Rabat : Presse universitaires du Maroc : 9-46. Voir aussi Aziki, O. (24 May 2014) "Le dilemme du modèle agro-exportateur marocain", *CADTM*. Disponible ici : <http://www.cadtm.org/Le-dilemme-du-modele-agro> (consulté le 15 juillet 2019). Voir aussi Hanieh, A. (2014) "Shifting Priorities or Business as Usual? Continuity and Change in the post-2011: IMF and World Bank Engagement with Tunisia, Morocco and Egypt", *Journal of Middle Eastern Studies* 42(1): 119-134.
- 13 ATTAC Maroc. (28 août 2016) "Etat de la justice climatique au Maroc." *Attac Maroc*. Disponible ici : <https://bit.ly/2F4gYeo> (consulté le 15 juillet 2019).
- 14 Gudynas, E. (2013) "Transitions to post-extractivism: directions, options, areas of action", in Lang, M. & Mokrani, D. (eds.) *Beyond Development: Alternative Visions from Latin America*. Quito & Amsterdam: Rosa Luxemburg Foundation & Transnational Institute.
- 15 Klein, N. (2014) *This Changes Everything: Capitalism vs. the Climate*. New York: Simon & Schuster ainsi que Klein, N. (2016) "Let Them Drown: The Violence of Othering in a Warming World", *London Review of Books* 38(11): 11-14.
- 16 Robinson, C. (1983) *Black Marxism: the making of the black radical tradition*. London: Zed Press.
- 17 Marx, K. (1976) *Capital*, vol. 1. London: Penguin.
- 18 Harvey, D. (2003) *The New Imperialism*. Oxford: Oxford University Press.
- 19 Aziki, O. (19 novembre 2017) "Maroc : tremplin pour les conquêtes néocoloniales de l'Afrique." *CADTM*. Disponible ici : <http://www.cadtm.org/Maroc-tremplin-pour-les-conquetes> (consulté le 15 juillet 2019). Voir aussi Moustakbal, J. (2015) "Projets de développement durable au Maroc : Protéger l'environnement ou protéger les profits?", in Hamouchene, H. et Minio-Paluello, M. (eds.) *The Coming Revolution in North Africa: The Struggle for Climate Justice*. London-Tunis-Paris: Platform, Environmental Justice North Africa, Rosa Luxemburg and Ritimo. Voir aussi Belalloufi, H. (2012) *La Démocratie en Algérie: réforme ou révolution ?* Alger : Lazhari Labter Editions-Les Editions Apic. Ainsi que Hamouchene, H. et Rouabah, B. (2016) "The political economy of regime survival: Algeria in the context of the African and Arab uprisings", *Review of African Political Economy* 43(150): 668-680. Khiari, S. (2003) *Tunisie : Le Délitement de la Cité*. Paris : Karthala. Ainsi que Chandoul, J. (2018) "The IMF has choked Tunisia. No wonder the people are protesting", *The Guardian*, 17 janvier 2018 (consulté le 15 juillet 2019).
- 20 Veltmeyer, H. et Petras, J. (2014, p7), cité plus haut.
- 21 Amin, S. (1990) *Delinking: towards a polycentric world*. London: Zed Books.
- 22 Smith, J. (2016) *Imperialism in the Twenty-First Century: Globalisation, Super-Exploitation, and Capitalism's Final Crisis*. New York: Monthly Review Press.
- 23 Les noms ont été modifiés au besoin.
- 24 Al Salhi, S. (2017) *Internal colonialism and uneven development: the system of 'marginalisation' in Tunisia as a case study*. Tunis: Sotepa Graphic.
- 25 Jouili, M. interviewé par Jonville, M. (2018) En Tunisie, "L'ALECA c'est la reproduction du pacte colonial de 1881", *Mediapart*, 1^{er} octobre 2018 (consulté le 15 juillet 2019). Voir aussi Daumas, L et Aziki, O. (10 avril 2018) "Relations euroméditerranéennes et accords de libre échange euro-marocains : des politiques d'inspiration coloniale." *CADTM*. Disponible ici : <http://www.cadtm.org/Relations-euromediterraneennes-et> (consulté le 15 juillet 2019).
- 26 Veltmeyer, H. et Petras, J. (2014, 222), cité plus haut.
- 27 Hamouchene, H. et Rouabah, B. (2016), cité plus haut.
- 28 Rebah, A. (2011) *Économie Algérienne: Le Développement National Contrarié*. Alger : INAS Editions. Voir aussi Belalloufi, H. (2012).
- 29 Hammami, M.D. (19 février 2014) "Essai d'immersion dans le sens profond de l'Article 13 de la Constitution tunisienne." *Nawaat*. Disponible ici : <https://nawaat.org/portail/2014/02/19/essai-dimmersion-dans-le-sens-profond-de-larticle-13-de-la-constitution-tunisienne/> (consulté le 15 juillet 2019).

- 30 Azanzar. (5 mars 2014) "The frontiers of Moroccan capitalists' infiltration in Africa." *Al Mounadila*. Disponible ici : <https://bit.ly/2RvaVB1> (consulté le 15 juillet 2019).
- 31 Aziki, O. (2017), cité plus haut.
- 32 El Watan (2013) "Cevital investit la Corne de l'Afrique", *El Watan*, 3 juillet 2013 (consulté le 15 juillet 2019). Ainsi que Grain. (6 juin 2018) "Failed farmland deals: A growing legacy of disaster and pain". *Grain*. Disponible ici : <https://www.grain.org/article/entries/5958-failed-farmland-deals-a-growing-legacy-of-disaster-and-pain> (consulté le 15 juillet 2019).
- 33 Veltmeyer, H. et Petras, J. (2014), cité plus haut.
- 34 Gudynas, E. (21 janvier 2010) "The new extractivism in South America: ten urgent theses about extractivism in relation to current South American progressivism", *America's Program Report*. Disponible ici : <http://postdevelopment.net/wp-content/uploads/2016/10/NewExtractivism10ThesesGudynas10.pdf> (consulté le 15 juillet 2019).
- 35 Infante, B.R et Sunkel, O. (2009) "Chile: hacia un desarrollo inclusivo", *Revista Cepal* 10(97): 135-54.
- 36 Bennoune, M. (1988) *The Making of Contemporary Algeria, 1830-1987: Colonial upheavals and post-independence development*. Cambridge: Cambridge University Press. Voir aussi Bellaloufi (2012) et Hamouchene et Rouabah (2016), tous les deux cités plus haut.
- 37 Lust, J. (2014) "Peru: Mining capital and social resistance", in Veltmeyer, H. & Petras, J. (eds.) *The New Extractivism: A Post-Neoliberal Development Model or Imperialism of the Twenty-First Century?* London: Zed Books. Voir aussi Sankey, K. (2014) "Colombia: The mining boom: a catalyst of development or resistance?", in Veltmeyer, H. & Petras, J. (eds.) *The New Extractivism: A Post-Neoliberal Development Model or Imperialism of the Twenty-First Century?* London: Zed Books.
- 38 Malm, A. (2016) *Fossil Capital: The Rise of Steam Power and the Roots of Global Warming*. London: Verso Books. Ainsi que Angus, I. (2016) *Facing the Anthropocene: Fossil Capitalism and the Crisis of the Earth System*. New York: Monthly Review Press.
- 39 Belakhdar, N. (2015) "L'ÉVEIL DU SUD ou quand la contestation vient de la marge : Une analyse du mouvement des chômeurs algériens", *Politique africaine* 137(1) : 27-48.
- 40 Ibid.
- 41 El Watan (2014a) "Ouargla: une manifestation de chômeurs tourne à l'émeute", *El Watan*, 5 March (consulté le 15 juillet 2019) ; El Watan (2014b) "Les chômeurs lancent un ultimatum au gouvernement", *El Watan*, 2 mars 2014 (consulté le 15 juillet 2019) ; El Watan (2014c) "Ouargla: les chômeurs manifestent devant la cour criminelle", *El Watan*, 11 mars 2014 (consulté le 15 juillet 2019) ; El Watan (2014d) "Les chômeurs gâchent le meeting de Sellal à Ouargla", *El Watan*, 27 mars 2014 (consulté le 15 juillet 2019). Voir aussi Liberté (2015) "Nous préférons mourir de faim que d'être empoisonnés", *Liberté*, 24 janvier 2015 (consulté le 15 juillet 2019) et Le Soir d'Algérie (2015) "Une foule nombreuse à la manifestation anti-gaz de schiste: pari-réussi à Ouargla", *Le Soir d'Algérie*, 15 mars 2015 (consulté le 15 juillet 2019).
- 42 Echorouk (2018) "Sonatrach signs the first contract to exploit shale gas", *Echorouk*, 30 octobre 2018 (consulté le 15 juillet 2019).
- 43 Moore, J. (2015, p149) *Capitalism in the web of life: ecology and the accumulation of capital*. London- New York: Verso.
- 44 Fehri, N. (2011) "La palmeraie des Îles Kerkennah (Tunisie), un paysage d'oasis maritime en dégradation : déterminisme naturel ou responsabilité anthropique ?", *Physio-Géo* 5: 167-189.
- 45 Mekki, T. (2016) "Reportage à Kerkennah : Les raisons de la colère", *Nawaat*, 19 avril 2016 (consulté le 15 juillet 2019).
- 46 Ben Khelifa, G. (14 août 2017) "The protest of El Kamour, "social movements" and the horizons of class struggle in Tunisia". *Al-Adab*. Disponible ici : <https://bit.ly/2usSYcz> (consulté le 15 juillet 2019) et Chandoul (2018), cité plus haut.
- 47 Al Salhi, S. (2017), cité plus haut.
- 48 Kay, A. (2018) "Top Phosphate-mining Production by Country", *Investing News*, 9 avril 2018 (consulté le 15 juillet 2019).
- 49 Hiribarren, V. (29 juin 2016) "Comment les phosphates du Maroc nourrissent la planète." Disponible ici : <http://libeafrica4.blogs.liberation.fr/2016/06/29/comment-les-phosphates-du-maroc-nourissent-la-planete/> (consulté le 15 juillet 2019).
- 50 Al Mounadila. (5 octobre 2016) "A report on the situation and struggle of workers in phosphate sub-contracting companies". *Al Mounadila*. Disponible ici : <https://bit.ly/2PD5OI5> (consulté le 15 juillet 2019).
- 51 Ibid.
- 52 Robert, D. (26 novembre 2015) "Le gris du phosphate, Bassin minier (1) – A cause d'un insecte ?" Disponible ici : <http://medialibre.info/archives-ep/echanges-partenariats/index-p=6796.html> (consulté le 15 juillet 2019). Voir aussi Laabidi, W. (27 octobre 2017) "Repenser le phosphate... Repenser l'environnement" *Athimar*. Disponible ici : <https://www.athimar.org/articles/details/repenser-le-phosphate-repenser-lenvironnement> (consulté le 15 juillet 2019).
- 53 Hibou, B. (2015) "Le bassin minier de Gafsa en déshérence: Gouverner le mécontentement social en Tunisie", in Bono, I., Hibou, B., Meddeb, H. et Tozy, M. (eds.) *L'État d'injustice au Maghreb. Maroc et Tunisie*. Paris: Karthala. Voir aussi Laabidi (2017), cité plus haut.
- 54 Robert, D. (31 March 2017) "Reportage à Redeyef : Derrière les coupures d'eau, les horizons bouchés du phosphate." *Nawaat*. Disponible ici : <https://nawaat.org/portail/2017/03/31/reportage-a-redeyef-derriere-les-coupures-deau-les-horizons-bouches-du-phosphate/> (consulté le 15 juillet 2019).
- 55 Trigui, N et Hamouchene, H. (6 septembre 2017) "A trip to southern Tunisia: The struggle for social justice in North Africa continues." *Middle East Eye*. Disponible ici : <https://www.middleeasteye.net/essays/struggling-social-justice-and-resistance-extractivism-north-africa-1031953489> (consulté le 15 juillet 2019).
- 56 Laabidi, W. (2017), cité plus haut.
- 57 Allal, A. (2010) "Réformes néolibérales, clientélisme et protestations en situation autoritaire. Les mouvements contestataires dans le bassin minier de Gafsa (2008)", *Politique africaine* 117 : 107-125. Voir aussi Chouikha, L. et Geisser, V. (2010) "Retour sur la révolte du bassin minier. Les cinq leçons politiques d'un conflit social inédit", *L'Année du Maghreb* 6 : 415-426. et Tlili, S. "Cursed be the phosphate". Documentaire.
- 58 Ibid.
- 59 Essahbani, A. (2018) "Protest and social movements in Tunisia – 2016 and 2017." *Forum Tunisien pour les Droits Sociaux et Economiques*. Disponible ici : <https://ftdes.net/rapports/fr.mars2018.pdf> (consulté le 15 juillet 2019).
- 60 Hibou, B. (2015), cité plus haut.
- 61 Boumiza, K. (2018) "Tunisie : 13.500 reçoivent rémunération sans travailler et 113 plaintes déposées", *African Manager*, 18 February (consulté le 15 juillet 2019).

- 62 Waszkewitz, H. (28 February 2018) "Tunisia's phosphate mines – between a rock and a hard place." Disponible ici : <https://globalriskinsights.com/2018/02/tunisia-phosphate-mines-strikes/> (consulté le 15 juillet 2019).
- 63 Ben Khelifa, G. (2017), cité plus haut.
- 64 Jeune Afrique (2017) "Tunisie : des sites de production décrétés «zone militaire interdite» ", *Jeune Afrique*, 30 June (consulté le 15 juillet 2019).
- 65 Al Marzougui, M. (1962) *Gabes, a paradise on earth*. Cairo: Alkhanji.
- 66 Abir, S. (18 octobre 2015) "La station thermique à Safi, un écocide en préparation", *Attac Morocco*. Disponible ici : <http://attacmaroc.org/fr/2015/10/18/la-station-thermique-a-safi-un-ecocide-en-preparation/> (consulté le 1^{er} mars 2019).
- 67 White, N. (2015) "Toxic shadow: phosphate miners in Morocco fear they pay a high price", *The Guardian*, 16 December (consulté le 15 juillet 2019).
- 68 Abir, S. (2015), cité plus haut.
- 69 France24 (2014) "Moroccans protest against new 'polluting' power plant", *France24*, 3 mars 2014 (consulté le 15 juillet 2019).
- 70 ATTAC Maroc. (10 novembre 2016b) "Déclaration de Safi: Changeons le système pas le climat." *Attac Maroc*. Disponible ici : <http://attacmaroc.org/fr/2016/11/10/declaration-de-safi-changeons-le-systeme-pas-le-climat/> (consulté le 15 juillet 2019).
- 71 Williams, L. (18 avril 2018) "World Top 20 Silver producers 2017." Disponible ici : https://www.sharpspixley.com/articles/lawrie-williams-world-top-20-silver-producers-2017_278726.html (consulté le 15 juillet 2019).
- 72 Bouhmouch, N. et Davis Bailey, K (2015) "A Moroccan village's long fight for water rights", *Al Jazeera*, 13 décembre 2015 (consulté le 15 juillet 2019).
- 73 Azergui, L. (1^{er} août 2012) "Imider : Une mobilisation sans précédent." Disponible ici : <http://www.tamazgha.fr/imider-une-mobilisation-sans.html> (consulté le 15 juillet 2019).
- 74 Radi, O. (2014) "Imider. Trois ans plus tard... rien n'a changé", *Media 24*, 28 mai 2014 (consulté le 15 juillet 2019). Voir aussi Bouhmouch, N. et Davis Bailey, K. (2015), cité plus haut.
- 75 Yousfi, F. (12 novembre 2016) "COP22 in Morocco: Between greenwashing and environmental injustice." *Middle East Eye*. Disponible ici : <https://www.middleeasteye.net/opinion/cop22-morocco-between-greenwashing-and-environmental-injustice> (consulté le 15 juillet 2019).
- 76 Khiari, S. (17 octobre 2016) "Jemna, dernière lueur de la révolution." *Nawaat*. Disponible ici : <http://nawaat.org/portail/2016/10/17/jemna-derniere-lueur-de-la-revolution/> (consulté le 15 juillet 2019). Voir aussi Krichen, A. (17 novembre 2016) "Jemna: The peasant question and democratic revolution." *Nawaat*. Disponible ici : <https://nawaat.org/portail/2016/11/17/jemna-the-peasant-question-and-democratic-revolution/> (consulté le 5 juillet 2019).
- 77 Nabli, Y. (21 octobre 2016) "Freezing of bank accounts of Jemna's association and the merchant Said El Jouadi." *Nawaat*. Disponible ici : <https://bit.ly/2QuMe7P> (consulté le 15 juillet 2019). Voir aussi Haouachi, A. (20 octobre 2016) "Jemna contre l'Etat : pour qui sonne le glas ?" *Nawaat*. Disponible ici : <https://nawaat.org/portail/2016/10/20/jemna-contre-letat-pour-qui-sonne-le-glas/> (consulté le 15 juillet 2019).
- 78 Martinez-Alier, J. (1997, p23) "From political economy to political ecology", in Guha, R. et Martinez-Alier, J. (eds.) *Varieties of Environmentalism*. London: Earthscan.
- 79 Laabidi, W. (2017), cité plus haut.
- 80 Riahi, L. (2016) *The quest for an alternative economy: Social activism in Tunisia as a case in point*. Beirut: Arab Forum for Alternatives – Rosa Luxemburg Stiftung. Voir aussi Ben Khelifa, G. (2017), cité plus haut.
- 81 Lust, J. (2014, p217), cité plus haut.
- 82 Ben Khelifa, G. (2017), cité plus haut.
- 83 Laabidi, W. (2017), cité plus haut.
- 84 Riahi, L. (2016), cité plus haut.
- 85 Ben Khelifa, G. (2017) et Lust, J. (2014), tous deux cités plus haut.
- 86 Amanor, K.S. (2008) "Introduction: land and sustainable development issues in Africa", in S. Moyo et K.S. Amanor (eds.) *Land & Sustainable Development in Africa*. London: Zed Books.
- 87 *Ibid.*
- 88 Roy, A. (4 septembre 2014) "The NGOisation of Resistance". Disponible ici : <http://massalijn.nl/new/the-ngo-ization-of-resistance/> (consulté le 15 juillet 2019).
- 89 Bogaert, K. (2011) "Urban Politics in Morocco: Uneven Development, Neoliberal Government and State Power", *Dissertation, Department of Conflict and Development Studies, University of Gent*.
- 90 Manji, F and O'Coill, C. (2002) "The Missionary position: NGOs and development in Africa", *International Affairs* 78(3): 567-83.
- 91 Petras, J. (1999) "NGOs: In the service of imperialism", *Journal of Contemporary Asia* 29(4): 429-40.
- 92 Bellamy Foster, J. (1999) *Marx's Ecology: Materialism and Nature*. New York: Monthly Review; Kunkel, B. (2017) "The Capitalocene", *London Review of Books* 39(5): 22-28.
- 93 Parenti, C. (2011) *Tropic of Chaos: Climate Change and the New Geography of Violence*. New York: Nation Books; Moustakbal, J. (21 juillet 2017) "Despotism, neoliberalism and climate change: Morocco's catastrophic convergence". *Middle East Eye*. Disponible ici : <http://www.middleeasteye.net/essays/catastrophic-convergence-1321268571> (consulté le 15 juillet 2019).
- 94 Svampa, M. (2013) "Resource extractivism and alternatives: Latin American perspectives on development", in Lang, M. & Mokrani, D. (eds.) *Beyond Development: Alternative Visions from Latin America*. Quito & Amsterdam: Rosa Luxemburg Foundation & Transnational Institute. Voir aussi Gudynas, E. (2013), Accosta, A. (2013), Veltmeyer, H. et Petras, J. (2014), tous cités plus haut.
- 95 *Ibid.*
- 96 (Sankey 2014).
- 97 Gudynas, E. (2013), cité plus haut.
- 98 Ramírez Gallegos, R. (2010, p36) *Socialismo del sumak kawsay o biosocialismo republicano*. Quito: SENPLADES. Extrait en anglais issu de : <http://climateandcapitalism.com/2015/08/31/buen-vivir-and-dilemmas-of-latin-american-left>
- 99 Boron, A.A. (2012) "Buen vivir' and the dilemmas of the Latin American Left" (translated by Richard Fidler). Disponible ici : <http://climateandcapitalism.com/2015/08/31/buen-vivir-and-dilemmas-of-latin-american-left> (consulté le 30 juillet 2019).
- 100 Ceceña, A.E. (2013) "Mexico: The conception of nature and the debates, experiences and meaning of Buen vivir in Latin America" in Gensler, M. (eds.) *Energy Policy and Resource Extractivism: Resistances and Alternatives*. Brussels: Rosa Luxemburg Foundation.



Le Transnational Institute (TNI) est un institut de recherche et de plaidoyer international engagé pour la construction d'une planète juste, démocratique et durable. Depuis plus de 40 ans, TNI est un espace de connexion entre mouvements sociaux, universitaires engagés et décideurs politiques.

www.TNI.org